



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Dossier n° F02417P0017

## Arrêté

### **Portant décision dispensant de réalisation d'une étude d'impact dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,  
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2016 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02417P0017 relative au défrichement d'environ 16,2 hectares au lieu-dit « les Champs de l'Eglise » à La Roche-Clermault (37), reçue complète le 27 février 2017 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 13 mars 2017 ;
- Considérant que le projet a pour objet le dessouchage de peupleraies sur une surface totale d'environ 16,2 hectares au sein l'espace de l'Espace Naturel Sensible du Marais de Taligny au lieu-dit « les Champs de l'Eglise » à La Roche-Clermault (37) ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 47°-a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet se situe en limite de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Taligny et de la ZNIEFF de type 1 « Marais de Taligny » et à environ 2 kilomètres du site Natura 2000 « Basses Vallées de la Vienne et de l'Indre » ;
- Considérant que le projet de défrichement a pour objectif la restauration de prairies humides et le retour d'espèces patrimoniales ;
- Considérant que le projet s'inscrit dans les actions de restauration écologique prévues dans le plan de gestion 2016-2020 de l'Espace Naturel Sensible du Marais de Taligny ;
- Considérant, au vu des pièces du dossier, que les espèces ligneuses d'intérêt écologique patrimonial ou fonctionnel présentes dans la zone à défricher seront conservées et que le matériel d'abattage et de débardage utilisé sera adapté aux terrains humides ;

- Considérant dès lors que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de défrichement d'environ 16,2 hectares au lieu-dit « les Champs de l'Eglise » à La Roche-Clermault (37) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

### **Article 3**

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

### **Article 4**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **24 MARS 2017**

Pour le Préfet de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement



**Christophe CHASSANDE**

## Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'étude d'impact :**

**Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnés.**

